

*Communiqué de presse du 15 décembre 2020*

## **L'alliance pour une pleine adhésion à Erasmus+ se développe**

**Tous les jeunes devraient avoir accès aux programmes d'échange ! Après le Parlement, swissuniversities, le conseil des EPF, les associations de jeunes, la société civile, l'Association suisse des enseignant·e·s, le Syndicat des enseignants romands, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), 12 associations de formation professionnelle demandent maintenant au Conseil fédéral de reprendre les négociations avec l'UE pour l'association complète de la Suisse au programme de mobilité Erasmus+.**

Erasmus+ crée l'égalité des chances ! Par rapport à la solution suisse, le programme européen simplifie non seulement l'échange entre étudiant·e·s, mais aussi entre associations de jeunes, apprentis et élèves. Selon les associations de formation professionnelle, l'association complète est essentielle pour le développement continu du système de formation dual en Suisse. Un réseau international est nécessaire pour que les établissements de formation professionnelle puissent améliorer leur qualité et leur attractivité. C'est pour cette raison que les associations de formation professionnelle demandent également au Conseil fédéral de reprendre les négociations avec l'UE.

L'importance des programmes d'échanges internationaux au sein de la population civile a été mise en évidence par la pétition signée par plus de 10 100 personnes. La pétition présentée le 23 septembre 2020 a été soutenue par un certain nombre d'organisations de jeunesse et de partis politiques. L'Union des étudiant·e·s de Suisse (VSS|UNES|USU) plaide également fortement en faveur d'une association complète au programme Erasmus+. La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique considère le lien avec l'Espace européen de l'éducation comme une amélioration de la compétitivité et de la force d'innovation des établissements d'enseignement suisses. Dans le cadre des débats sur la promotion de l'éducation, de la recherche et de l'innovation pour les années 2021-2024, le ministre de l'Education Guy Parmelin a été sollicité à plusieurs reprises pour faire avancer le message sur Erasmus+. En outre, la reprise des négociations pour Erasmus+ a été explicitement mentionnée dans le programme législatif du Conseil fédéral et le Conseil national veut inclure les coûts financiers d'Erasmus+ dans le budget des prochaines années.

Une association à part entière permettrait aux associations de jeunesse suisses de participer aux activités des programmes internationaux et de renforcer ainsi la participation des jeunes dans la société.

### **Pour de plus amples renseignements, veuillez-vous adresser à**

- Laurent Woeffray, VSS|UNES|USU, (f/d/e) laurent.woeffray@vss-unes.ch, 079 390 95 98
- Nadine Aebischer, CSAJ, (f/d/e) nadine.aebischer@sajv.ch, 031 326 29 36